
OPERATION n° 2024DPIGEM787TX
SÉCURISATION SOUTERRAIN Brabois-Santé (Mise en place de 2 portails)

Lot n°1 : Métallerie - Serrurerie
Acte d'Engagement / RC / CCP / DPGF

UNIVERSITÉ DE LORRAINE

Direction du Patrimoine Immobilier

34 Cours Léopold

BP 25233

54052 NANCY CEDEX

Table des matières

1.	GENERALITES.....	4
1.1	DATE DE LA CONSULTATION	4
1.2	LIEU D'EXECUTION DES TRAVAUX.....	4
1.3	OBJET DU MARCHE	4
1.4	CONNAISSANCE DES LIEUX	4
1.5	PRESTATIONS INTELLECTUELLES	4
1.6	DELAIS et BUDGET PREVISIONNELS	4
2.	OFFRE - ACTE D'ENGAGEMENT	5
2.1	IDENTIFICATION DE L'ACHETEUR	5
2.2	LE CONTRACTANT	5
2.3	PRIX	7
2.4	DECLARATION DE SOUS-TRAITANCE	7
2.5	DUREE DES TRAVAUX.....	7
2.6	DELAIS D'INTERVENTION	8
2.7	GARANTIES FINANCIERES.....	8
2.8	AVANCE	8
2.9	PAIEMENT	8
2.10	ACCEPTATION DE L'OFFRE PAR LE POUVOIR ADJUDICATEUR	9
3.	REGLEMENT DE CONSULTATION (RC)	9
3.1	PRESENTATION DES CANDIDATURES	9
3.2	PRÉSENTATION DES OFFRES	10
3.3	TRANSMISSION DES OFFRES	10
3.4	CRITERES DE CHOIX (le choix sera réalisé sur l'offre de base)	12
3.5	SUITE A DONNER A LA CONSULTATION	12
3.6	RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	13
3.7	PROCEDURES DE RECOURS	13
4.	CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (CCP)	14
4.1	CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES.....	14
4.1.1	INFORMATIONS GENERALES	14
4.1.2	PIECES CONSTITUTIVES ET CONTRACTUELLES DU MARCHE	14
4.1.3	REGISTRE DE CHANTIER	14
4.1.4	CONFIDENTIALITE ET MESURES DE SECURITE	14
4.1.5	PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	14
4.1.6	GARANTIES FINANCIERES	14
4.1.7	AVANCE	14
4.1.8	ELEMENTS DE FACTURATION	15
4.1.9	Délai et modalités de règlement	16
4.1.10	PENALITES	16
4.1.11	CCAG TRAVAUX	17
4.1.12	DEROGATIONS AU CCAG TRAVAUX	17
4.2	CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES.....	17

4.2.1	TEXTES ET REGLEMENTS	17
4.2.2	MATERIAUX ET PRODUITS UTILISES	18
4.2.3	REMARQUES IMPORTANTES	19
4.2.4	ÉTUDE PREALABLE	19
4.2.5	PROTECTION DES USAGERS ET SAUVEGARDE DES OUVRAGES EXISTANTS	19
4.2.6	NETTOYAGES	19
4.2.7	PRIX DES PRESTATIONS	20
4.2.8	GARANTIE	20
4.2.9	DESCRIPTION DES OUVRAGES A REALISER	21
5.	ANNEXE : DECOMPOSITION DU PRIX GLOBAL FORFAITAIRE (DPGF).....	23

1. GENERALITES

1.1 DATE DE LA CONSULTATION

Consultation lancée le 20/05/2025.

MAITRISE D'OUVRAGE / MAITRISE D'OEUVRE

UNIVERSITE DE LORRAINE – Direction du Patrimoine Immobilier

Dossier suivi par Jules BARTH - Tél : 06 64 82 97 20 – Tél fixe : 03 72 74 14 27 – Mail : jules.barth@univ-lorraine.fr

1.2 LIEU D'EXECUTION DES TRAVAUX

Site : Brabois Santé

9, avenue de la forêt de Haye - BP 20199

54505 Vandœuvre-lès-Nancy Cédex

Passage souterrain piéton (Référence VAN.29)

1.3 OBJET DU MARCHE

La présente consultation a pour objet la pose de deux portails afin de sécuriser un passage souterrain piéton situé entre le site Brabois Santé et le CHU. La mise en place d'un contrôle d'accès est prévue dans ce projet par le biais de gâche électrique à rupture et de lecteurs de badges (coordination avec le service technique de site pour la partie contrôle d'accès à prévoir).

1.4 CONNAISSANCE DES LIEUX

L'Entrepreneur est réputé avoir pris connaissance des lieux et de toutes les conditions pouvant avoir une influence sur l'exécution, sur la conception des détails, sur la qualité et les prix des ouvrages à réaliser.

La personne à contacter pour effectuer une visite préalable est :

Angelo Tonelli – Tél : 03 72 74 60 57 – Mail : angelo.tonelli@univ-lorraine.fr

Responsable du Service Technique de Site (RSTS) du site Brabois-Santé

1.5 PRESTATIONS INTELLECTUELLES

Assistance à la maîtrise d'ouvrage : DPI Université de Lorraine

Contrôleur Technique : non concerné.

Coordinateur Sécurité et protection de la santé : Sans objet

Établissement d'un plan de prévention à réaliser avec le gestionnaire de site

1.6 DELAIS PREVISIONNELS

Date de démarrage prévisionnelle travaux : **Lundi 1 septembre 2025**

Durée période de préparation : 8 semaines

Durée de la période d'exécution des prestations : 1 semaine

2. OFFRE - ACTE D'ENGAGEMENT

2.1 IDENTIFICATION DE L'ACHETEUR

Nom de l'organisme : UNIVERSITÉ DE LORRAINE

Personne habilitée à donner les renseignements relatifs aux nantissements et cessions de créances :
Madame la Présidente de l'Université de Lorraine

Ordonnateur : Madame la Présidente de l'Université de Lorraine

Comptable assignataire des paiements : Monsieur l'Agent Comptable de l'Université de Lorraine

2.2 LE CONTRACTANT

Après avoir pris connaissance des pièces constitutives du marché (MAPA) indiquées à l'article "pièces contractuelles" du Cahier des Clauses Administratives Particulières qui fait référence au CCAG - Travaux et conformément à leurs clauses et stipulations ;

☐ Le signataire (Candidat individuel),

M / Mme	
Agissant en qualité de	

☐ m'engage sur la base de mon offre et pour mon propre compte ;

Nom commercial et dénomination sociale	
Adresse	
Courriel	
Numéro de téléphone	
Numéro de SIRET	
Code APE	
Numéro de TVA intracommunautaire	

☐ engage la société sur la base de son offre ;

Nom commercial et dénomination sociale	
Adresse	

Courriel	
Numéro de téléphone	
Numéro de SIRET	
Code APE	
Numéro de TVA intracommunautaire	

☐ Le mandataire (Candidat groupé),

M / Mme	
Agissant en qualité de	

désigné mandataire :

☐ du groupement solidaire

☐ solidaire du groupement conjoint

☐ non solidaire du groupement conjoint

Nom commercial et dénomination sociale	
Adresse	
Courriel	
Numéro de téléphone	
Numéro de SIRET	
Code APE	
Numéro de TVA intracommunautaire	

S'engage, au nom des membres du groupement ¹, sur la base de l'offre du groupement, à exécuter les prestations demandées dans les conditions définies ci-après ;

L'offre ainsi présentée n'est valable toutefois que si la décision d'attribution intervient dans un délai de 4 mois à compter de la date limite de réception des offres fixée par le règlement de la consultation.

2.3 PRIX

Les prix sont fermes et actualisables dans les conditions de l'article R2112-11 du CCP. Les quantités sont données à titre indicatif. Le métré sera supposé vérifié et accepté par le titulaire du marché. Les prix tiennent compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé, de la notification du marché à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.

L'ensemble des prestations à exécuter sera rémunéré par l'application du prix global et forfaitaire mentionné à l'article 6.

Pour les travaux prévus :

Lot(s)	Désignation	Montant HT	Montant TVA 20 %	Montant TTC
01	MENUISERIE-SERRURERIE			
Soit en toutes lettres TTC				

2.4 DECLARATION DE SOUS-TRAITANCE

L'objet principal du lot ne peut pas être sous-traité par le titulaire du marché sans la validation par le maître d'ouvrage. Les sous-traitants déclarés avant la fin de la période de préparation et présentant des pièces conformes à la candidature initiale du marché seront autorisés.

Le présent marché :

- ☐ fait appel à la sous-traitance
- ☐ ne fait pas appel à la sous-traitance

Le montant total des prestations envisagées à sous-traiter conformément à la déclaration de sous-traitance DC4 est de :

Montant hors taxe : _____ Euros

TVA (Taux de _____ %) : _____ Euros

Montant TTC : _____ Euros

Soit en lettres : _____

2.5 DUREE DES TRAVAUX

Par dérogation au CCAG Art 18.1.1, la date de notification du contrat fera aussi ordre de service du démarrage des prestations (préparation et exécution) suivant les délais indiqués ci-dessous :

Durée de la période de préparation : 8 semaines

Durée de la période d'exécution des prestations et réception : 1 semaine

Le candidat peut proposer dans son mémoire technique une optimisation des délais ci-dessus.

2.6 DELAIS D'INTERVENTION

Date de démarrage prévisionnelle : 1^{er} septembre 2025.

Les périodes d'intervention seront fixées et pourront être réajustés selon le délai d'approvisionnement des matériaux et sous réserve de justificatifs fournis par le titulaire.

2.7 GARANTIES FINANCIERES

Voir paragraphe 4-CCAP

2.8 AVANCE

Voir paragraphe 4-CCAP

2.9 PAIEMENT

La personne publique contractante se libèrera des sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant au crédit du ou des comptes suivants (et joindre RIB à l'offre) :

Le pouvoir adjudicateur se libèrera des sommes dues au titre de l'exécution des prestations en faisant porter le montant au crédit du ou des comptes suivants :

Titulaire du compte	
Prestations concernées	
Domiciliation	
Code banque	
Code guichet	
N° de compte	
Clé RIB	
IBAN	
BIC	

Titulaire du compte	
Prestations concernées	
Domiciliation	
Code banque	

Code guichet	
N° de compte	
Clé RIB	
IBAN	
BIC	

En cas de groupement, le paiement est effectué sur ¹ :

☐ un compte unique ouvert au nom du mandataire ;

☐ les comptes de chacun des membres du groupement suivant les répartitions indiquées en annexe du présent document.

Nota : Si aucune case n'est cochée, ou si les deux cases sont cochées, le pouvoir adjudicateur considérera que seules les dispositions du CCAP s'appliquent.

2.10 ACCEPTATION DE L'OFFRE PAR LE POUVOIR ADJUDICATEUR

La présente offre est acceptée.

Signature du représentant du pouvoir adjudicateur Université de Lorraine.

3. REGLEMENT DE CONSULTATION (RC)

3.1 PRESENTATION DES CANDIDATURES

Le dossier à remettre par les concurrents comprendra les pièces suivantes :

1. une déclaration sur l'honneur, dûment datée et signée par le candidat, pour justifier :
 - a) qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales à la date du 31 décembre 2020,

- b) qu'il n'a pas fait l'objet, au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin n°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L.324-9, L.324- 10, L.341-6, L.125-1 et L.125-3 du code du travail
 - c) qu'il n'entre pas dans d'exclusion mentionnés aux articles L.2141-1 à 5 ou 7 à 10 du Code de la Commande Publique.
2. copie du ou des jugements si l'entreprise est en redressement judiciaire (si le redressement n'est pas un cas d'exclusion)
 3. attestations d'assurance
 4. une habilitation du représentant légal de l'entreprise autorisant la signature du marché par une personne tierce, au cas où il ne signerait pas lui-même
 5. Attestations justifiant des qualifications professionnelles ou / et des acquis professionnels
 6. Un dossier de références pour des réalisations sur des projets similaires au cours des trois dernières années (indiquant notamment le montant, la date et le destinataire public ou privé). L'ensemble de ces pièces devra être rédigé en langue française, à l'exception des documents émanant des administrations étrangères qui devront être traduits.
 7. Le certificat de visite dûment complété et signé

Pour présenter leur candidature, **les candidats utilisent soit les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat)**, disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr

NOTA : l'attention des concurrents est attirée sur le fait que : Dans le cas où des pièces manqueraient, le maître d'ouvrage pourra décider de demander un complément dans un délai raisonnable au candidat ou de déclarer irrecevable la candidature selon la nature des pièces manquantes ;

3.2 PRÉSENTATION DES OFFRES

1. Le présent document unique de marché (AE/RC/CPD/DPGF) dûment complété, établi en un seul exemplaire qui sera : signé et cacheté aux emplacements correspondants par un représentant légal de l'entreprise,
2. Un mémoire technique justificatif des dispositions que chaque candidat se propose d'adopter pour l'exécution des travaux et répondant aux critères techniques du paragraphe 3.4
3. Les documents et fiches techniques des éléments décrits dans le CCTP.

Nota : Les candidats sont informés que l'unité monétaire est l'euro. Les offres des concurrents seront entièrement rédigées en langue française.

Au stade du dépôt de l'offre, la signature n'est pas exigée. Seul l'attributaire aura à remettre une offre signée électroniquement dans les conditions de l'article 2.4 du présent RC.

3.3 TRANSMISSION DES OFFRES

L'attention des candidats est appelée sur l'obligation de transmettre leur candidature et leur offre par voie électronique.

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente.

Date limite de réception des offres – Lundi 16 juin 2025 à 15h00

Le délai de validité des offres est fixé à **150 jours** à compter de la date limite de réception des offres.

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>.

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si plusieurs plis sont transmis successivement par le même candidat, **seul le dernier pli transmis dans le délai imparti est pris en compte par l'acheteur**. Il doit par conséquent contenir l'ensemble des pièces exigées au titre de la présente consultation.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé usb) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante :

Université de Lorraine
Direction du Patrimoine Immobilier / Sous-Direction Gestion Exploitation Maintenance
Affaire ref :
SÉCURISATION TUNNEL
SITE BRABOIS SANTÉ - 9, avenue de la forêt de Haye
54505 Vandœuvre-lès-Nancy
(Consultation n°2024DPIGEM287TX)
ENSIC – 1 rue Grandville – BP 20451
54001 Nancy Cedex

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

L'organisation et le nommage des fichiers attendus par le pouvoir adjudicateur est le suivant :

Ces documents sont nommés « nom_fichier.extension » où :

*« nom fichier » correspond au libellé du document - exemple : mémoire technique, Acte d'engagement etc....
Les libellés ne devront contenir ni espace, ni accent*

« . Extension » correspond au format utilisé – exemple : .PDF, .doc, etc

La taille maximum acceptée pour un pli électronique est de 200 Mo.

Chaque document pour lequel une signature est requise doit faire l'objet d'une signature électronique au format XAdES, CAdES ou PAdES. La signature électronique du pli ne vaut pas signature des documents qu'il contient.

Conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique, la signature doit être une signature avancée reposant sur un certificat qualifié, tel que défini par le règlement européen n° 910/2014 du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques (eIDAS). Toutefois, les certificats de signature de type RGS demeurent valables jusqu'à leur expiration.

Le certificat de signature qualifié est délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement eIDAS. Une liste de prestataires est disponible sur le site de l'ANSSI (<https://www.ssi.gouv.fr/>). Il peut aussi être délivré par une autorité de certification, française ou étrangère. Le candidat devra alors démontrer son équivalence au règlement eIDAS.

Le candidat qui utilise un autre outil de signature que celui du profil d'acheteur, ou un certificat délivré par une autre autorité de certification, doit transmettre gratuitement le mode d'emploi permettant la vérification de la validité de la signature.

La signature électronique du contrat par l'attributaire est exigée dans le cadre de cette consultation.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

3.4 CRITERES DE CHOIX (le choix sera réalisé sur l'offre de base)

Critère prix (sur offre de base)	50,00%
Critère technique : (à présenter dans le mémoire technique justificatif) <ul style="list-style-type: none">• Moyens humain affectés à l'opération• Moyens matériels affectés à l'opération• Expériences et références professionnelles sur des prestations similaires / qualifications certifiées• Note méthodologique d'intervention par phase y compris optimisation des délais• Fiches techniques• Gestion des déchets	50,00%

3.5 SUITE A DONNER A LA CONSULTATION

Après examen des offres, le pouvoir adjudicateur pourra engager des négociations avec tous les candidats sélectionnés. Toutefois, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation.

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

3.6 RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour tout renseignement complémentaire technique ou administratif concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande sur la plateforme acheteur via l'interface questions.

Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises.

3.7 PROCEDURES DE RECOURS

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Nancy

5 place de la Carrière

CO N° 20038

54036 NANCY

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

- Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat.
- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA.
- Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme (le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat).
- Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

En cas de difficultés survenant lors de la procédure de passation, l'organe chargé de jouer le rôle de médiateur est : Comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics

1 Rue du Préfet Erignac

54038 NANCY

4. CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (CCP)

4.1 CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

4.1.1 INFORMATIONS GENERALES

Le titulaire devra disposer des matériels informatiques et des outils logiciels permettant de garantir l'interopérabilité des documents électroniques qu'il aura à produire ainsi que les logiciels dont dispose le maître d'ouvrage s'ils sont indiqués dans le marché.

4.1.2 PIECES CONSTITUTIVES ET CONTRACTUELLES DU MARCHE

Les pièces constitutives et contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations prévalent dans cet ordre de priorité :

- Le présent document AE/RC/CP/DPGF de marché complété et signé
- Le CCAG Travaux
- Les carnets graphiques de principe
- Compte-rendu de réunion de chantier (CR) et ses annexes
- Le mémoire technique justificatif

4.1.3 REGISTRE DE CHANTIER

La taille du chantier ne justifie pas la tenue d'un registre de chantier.

4.1.4 CONFIDENTIALITE ET MESURES DE SECURITE

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue au CCAG-Travaux.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément au CCAG-Travaux.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

4.1.5 PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat. Ces règles sont issues du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ci-après désigné « le règlement européen sur la protection des données ».

4.1.6 GARANTIES FINANCIERES

Une retenue de garantie de 5,0 % du montant initial du marché (augmenté le cas échéant du montant des avenants) sera constituée. Cette retenue de garantie sera prélevée sur le montant de chaque acompte par le comptable assignataire des paiements.

Cette retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande. En revanche, il ne sera pas accepté de caution personnelle et solidaire.

4.1.7 AVANCE

L'option A du CCAG-Travaux s'applique étant précisé qu'une avance de 10% est accordée au titulaire sur demande avant le premier état de facturation lorsque le montant initial du marché en base ou d'une tranche

affermie est **supérieur à 50 000 € HT** et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

4.1.8 ELEMENTS DE FACTURATION

Le dépôt, la transmission et la réception des projets de décomptes mensuels sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr> .

L'utilisation de ce portail nécessitera la création d'un compte gratuit par le titulaire afin de pouvoir y importer les factures au format PDF.

Par dérogation à l'article 12.1 du CCAG-travaux, la facture portera, outre les mentions légales, les indications suivantes :

Votre numéro de SIRET,

Le code service : UL1AVECEJ

Le numéro de SIRET de l'Université de Lorraine : 130 015 506 00012

Le numéro d'engagement (EJ) fourni par l'université, lors de la notification (qui commence par (4500 suivi de 6 chiffres),

Il est possible que le portail Chorus Portail Pro ne reconnaisse pas l'ensemble de ces informations lors de l'importation de la facture. Le titulaire s'assurera que les informations reconnues par le portail sont justes et, le cas échéant, y apportera les modifications nécessaires.

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- La date d'émission de la facture ;
- La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries

En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;

La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;

La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;

La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés

Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;

Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;

L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;

Le cas échéant, les modalités de règlement ;

Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque maître d'ouvrage concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'État pour une facture transmise par échange de données informatisé).

4.1.9 Délai et modalités de règlement

Le règlement des factures s'effectuera par virement bancaire selon les informations mentionnées à l'article 2.7 de l'acte d'engagement. Le délai de paiement des factures est de 30 jours à compter de la date de la facture par l'Université de Lorraine.

Par dérogation à l'article 53.2 du CCAG-Travaux, le titulaire ne peut pas interrompre les travaux pour retard de paiement.

4.1.10 PENALITES

4.1.10.1 Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG-Travaux, lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard et sans mise en demeure préalable, une pénalité fixée à 78,00€ HT par jour pendant 6 jours, puis 120,00€ HT par jour au-delà de ce délai.

4.1.10.2 Pénalités pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du Travail en matière de travail dissimulé, par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité de 1000,00€ au titulaire du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du Travail en matière de travail dissimulé.

4.1.10.3 Autres pénalités spécifiques

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Non remise de documents techniques et administratifs nécessaires en phase préparation	Journalière	100,00€	
Non remise de documents techniques et administratifs nécessaires en phase EXE	Journalière	100,00€	
Non réalisation du nettoyage en fin de chantier	Journalière	100,00€	
Non remise des DOE mis à jour et tous autres documents permettant la réception	Journalière	100,00€	

4.1.11 CCAG TRAVAUX

Le cahier des clauses administratives générale des marchés publics de travaux (CCAG travaux) relatif à l'arrêté du 30 mars 2021, entré en vigueur le 1er avril 2021 s'applique au présent marché, sauf dérogations citées en 4.14 du présent document unique de marché.

Rappel des articles 8.1.2 et 8.1.3 CCAG TRAVAUX sur les assurances.

4.1.12 DEROGATIONS AU CCAG TRAVAUX

L'article 4.2 CCAP du présent document déroge à l'article 4 du CCAG travaux Pièces contractuelles

L'article 4.10 CCAP du présent document déroge à l'article 12.1 du CCAG travaux Modalités de règlement des comptes

L'article 4.12.1 CCAP du présent document déroge à l'article 19.2.3 du CCAG travaux Pénalités de retard et retenues

4.2 CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

4.2.1 TEXTES ET REGLEMENTS

Tous les travaux indiqués dans le présent document devront être exécutés suivant les règles de l'art. Dans tous les cas, le choix et la qualité des matériaux et leurs conditions de mise en œuvre seront conformes aux prescriptions au moment de l'exécution :

- De l'ensemble des normes AFNOR concernées
- Des DTU - Éditions les plus récentes
- Des agréments et avis techniques du CSTB
- Des prescriptions des fabricants

Et notamment :

Pour les travaux à la charge du présent lot, l'Entreprise devra se conformer aux prescriptions prévues dans les dispositions communes à tous les corps d'état et plus particulièrement :

- Aux certificats d'agréments et avis techniques du CSTB
- Code du travail et décrets modificatifs
- Avis Techniques des procédés non traditionnels
- Eurocodes
- Recommandations CNAMTS, Carsat et INRS

Toutes les normes françaises, DTU ou règles d'exécution en vigueur au jour de l'exécution des travaux. En cas de discordance entre les spécifications, prescriptions et descriptions, l'entrepreneur devra aviser, par écrit et en faisant valoir cette discordance, le maître d'œuvre afin de faire valider la solution technique retenue pour l'exécution. A défaut il sera seul responsable de son choix.

Il ne peut être question d'économie au détriment de la législation en vigueur. L'entreprise devra veiller dans le choix des matériaux et dans leur mise en œuvre.

Les menuiseries disposeront :

- **D'un label CSTB, garantissant la fabrication, les performances à l'air, à l'eau et au vent et permettant de disposer d'une garantie de 10 ans de la menuiserie**
- **D'un label QUALICOAT attestant de la qualité supérieure des menuiseries en aluminium thermolaquées, principalement destinées aux applications architecturales extérieures.**

4.2.2 MATERIAUX ET PRODUITS UTILISÉS

Tous les matériaux, appareils et accessoires divers utilisés dans les installations, doivent être neufs et de première qualité. Aucun changement ne pourra être apporté au cours d'exécution du projet présenté sans autorisation du Maître d'Œuvre.

Profilés aluminium

Les portails seront en aluminium. Le portail sera composé d'une porte de 90 cm ainsi que d'une porte de service dans la largeur restante (2.45m pour le premier portail et 2.3m pour le second portail). Le poteau central sera scellé dans le sol et les poteaux latéraux seront fixés dans le mur.

Remplissage

Les portails présenteront des barreaux avec une entraxe maximale de 11 cm. Des tôles ajourées, pour laisser passer la lumière naturelle, seront intégrées sur la porte de 90 cm ainsi que sur une largeur minimale de 70 cm sur la partie portail afin d'éviter l'actionnement de la barre antipanique depuis l'extérieur.

Quincaillerie et accessoires :

Les emplacements pour des cylindres européens seront prévus pour chacun des ouvrants.

Une gâche électrique de type rupture avec têtère (12 VDC, 200 mA, 500 DaN de retenue) sera installée sur les deux ouvrants de 90 cm pour compatibilité avec un lecteur de badge.

Les poignées seront fixes (côté extérieur) sur les ouvrants de 90 cm.

Des barres antipaniques seront installées (côté intérieur) sur les ouvrants de 90 cm et conformes à la norme NF S 61-937.

Les poignées seront de type béquille sur les portes de services (côté intérieur et extérieur) et conformes à la norme NF EN 1906.

Des ferme porte hydraulique ou équivalent, adapté à un usage intensif, seront mis en place sur les ouvrants de 90 cm.

Des arrêts de portes de type butée seront mis en place pour les 4 ouvrants.

4.2.3 REMARQUES IMPORTANTES

Le titulaire est tenu de signaler toute anomalie dans les documents contractuels constituant le dossier de consultation (erreur, omission, métré, non concordance entre les pièces contractuelles, etc). Dans le cas où aucune observation ne serait présentée lors de la remise de l'offre, le titulaire ne pourra réclamer aucune indemnité en cours d'exécution des travaux.

Il demeure convenu et arrêté que, moyennant le prix prévu, le titulaire devra l'intégralité des travaux nécessaires au complet achèvement et au parfait service des constructions ou installations projetées, conformément aux règles de l'art.

4.2.4 ÉTUDE PREALABLE

Le titulaire est tenu de constater le type, la nature et l'état des différents constituants des existants et supports, afin de définir des solutions techniques et des équipements adaptés aux différentes prestations en fonction : de la configuration existante et projetée, de l'état constaté, des règles de l'art, des DTU et normes applicables.

Cette étude préalable doit s'effectuer en respectant l'ordre des prestations suivant : étude préalable concernant la stabilité (structure, ossature, éléments porteurs), étude de l'existant consistant à apporter un diagnostic complet sur l'état des ouvrages dans toute leur composante, définition des solutions à mettre en œuvre.

4.2.5 PROTECTION DES USAGERS ET SAUVEGARDE DES OUVRAGES EXISTANTS

Les travaux du présent marché sont à réaliser sur des constructions existantes occupées. Le titulaire devra prendre toutes les mesures pour garantir la sécurité des occupants.

Le titulaire devra prendre toutes les dispositions et les précautions nécessaires pour ne causer aucune détérioration lors de ses travaux sur les ouvrages existants et sur les espaces verts environnants.

Le titulaire sera seul juge des dispositions à prendre pour respecter les obligations découlant des prescriptions du présent article. Le Maître d'Ouvrage se réserve toutefois le droit, si les dispositions prises lui semblent insuffisantes, d'imposer au titulaire la mise en place de dispositions complémentaires.

Faute par le titulaire de se conformer aux prescriptions du présent article, il en subira les conséquences éventuelles.

4.2.6 NETTOYAGES

Le titulaire devra prendre toutes les dispositions nécessaires afin de maintenir le chantier en parfait état de propreté. Les gravats devront être évacués au fur et à mesure de l'avancement du chantier. En fin de chantier, l'entrepreneur devra effectuer tous les nettoyages nécessaires (déchets de chantier, locaux mis à disposition, locaux de passage des ouvriers, etc).

En cas de non-respect par le titulaire des obligations découlant des prescriptions du présent article, le Maître d'Ouvrage fera exécuter les nettoyages par une entreprise qu'il aura désignée, sans mise en demeure préalable, sur simple constat de non-respect des obligations contractuelles du titulaire. Les frais inhérents seront à la charge du titulaire.

4.2.7 PRIX DES PRESTATIONS

Les prix de l'offre devront toujours comprendre l'amenée des matériaux et la mise en œuvre des ouvrages neufs ainsi que l'enlèvement et l'évacuation des déchets occasionnés. Les prix comprendront aussi toutes les présences aux réunions de chantier sur demande du maître d'ouvrage.

4.2.8 GARANTIE

Le titulaire garantit ses matériaux et leur mise en œuvre. **Les durées de garanties à indiquer dans le mémoire technique.** Pendant cette période, toute défektivités qui se révéleraient, sauf celles résultant de détériorations commises par des tiers, seront à la charge du titulaire du présent marché.

4.2.9 DESCRIPTION DES OUVRAGES A REALISER

4.2.9.1 Installations de chantier

Le titulaire du marché et ses éventuels sous-traitants devront réaliser un plan de prévention avec le responsable du site avant leur intervention. Il conviendra de définir les moyens matériels et humains nécessaires au chantier pour l'élaboration du Plan d'Installation de Chantier par le titulaire.

Il est prévu à ce poste tous les éléments nécessaires à la réalisation des travaux dans de bonnes conditions de sécurité, tels que échafaudages, protection et sécurité du public et du personnel, les signalisations nécessaires s'y rapportant, etc....

Un sanitaire sera mis à disposition de l'entreprise pour toute la durée des travaux. Prévoir à ce poste le nettoyage permanent de chantier, l'évacuation des déchets avec tri sélectif, tous les éléments nécessaires pour assurer une bonne hygiène des personnes de chantier.

Les travaux seront réalisés en site occupé, il pourra être demandé un phasage des travaux afin de conserver l'accès.

Les prestations comprendront :

- La consignation et neutralisation des réseaux avec le référent électricité sur site ;
- La protection des zones de chantier, signalisation, phasage pour maintenir l'accès ;
- Le nettoyage permanent de chantier y compris locaux mis à disposition ;
- L'évacuation des déchets ;
- Tous les éléments nécessaires pour assurer une bonne hygiène des personnes de chantier ;
- Les espaces utilisés par les installations de chantier seront remis en état après le repliement des installations.

Position : Ensemble du chantier suivant phasage

Unité : Forfait

4.2.9.2 Études d'exécution – DOE

Pour tous les ouvrages, l'Entrepreneur établira, en conformité avec les pièces du marché, les dessins d'ensemble et de détails nécessaires à l'exécution des ouvrages et à leur pose en liaison avec les ouvrages existants.

Les dessins préciseront les emplacements et les dimensions des portails ainsi que les cotes de profils utilisés, l'emplacement des quincailleries et leur nature.

Les détails d'exécution préciseront les dispositifs mis en place pour l'obtention des caractéristiques de classement exigées.

Les plans et dessins devront recevoir l'accord du Maître d'Ouvrage avant toute mise en fabrication.

Les prestations comprendront :

- Calepinage des différents éléments ;
- Avis techniques des menuiseries, fiches techniques des produits utilisés, notes techniques ;
- Notices de montage et d'entretien ;
- Copie de tous les documents administratifs transmis aux organismes compétents (CRAM, OPPBTP, etc...).

Unité : Forfait

4.2.9.3 Dépose du portail

Dépose et évacuation en décharge spécifique du portail métallique existant, y compris tous travaux et fournitures accessoires non décrits mais indispensables pour une parfaite exécution et finition.

Les prestations comprendront :

- La dépose soignée des équipements
- L'évacuation du portail

Position : entrée du tunnel

Unité : unité

4.2.9.4 Pose des deux portails

Les prestations comprendront :

- Création selon plan joint (vérifications sur site à la charge du titulaire) et pose de deux portails en aluminium comprenant :
 - Un portail avec un vantail ouvrant de 90 cm et un vantail de service de 2,30 m de largeur ;
 - Un portail avec un vantail ouvrant de 90 cm et un vantail de service de 2,45 m de largeur ;
 - Finition laquée époxy pour l'ensemble des éléments ;
 - Fixation de tôles ajourées pour empêcher l'actionnement de la barre antipanique depuis l'extérieur sur les ouvrants de 90 cm des deux portails ainsi que sur un minimum de 80 cm de la porte de service du côté du vantail de 90 cm (voir carnet graphique) ;
 - Fixation du poteau central dans le sol béton y compris saignée dans le sol pour encastrement du pied de poteau (solution adaptée aux efforts mécaniques liés à l'utilisation fréquente du vantail) ;
 - Mise en place d'arrêts de portes de type butée pour les 4 ouvrants.

Ouvrants de 90 cm de largeur :

- Fourniture et pose d'un système complet de barre antipanique, conforme à la réglementation en vigueur (sortie de secours / évacuation), intégrant :
 - La barre antipanique elle-même ;
 - Un module extérieur avec poignée fixe (type plaque de tirage) ;
 - Une serrure adaptée (compatible avec barre antipanique et gâche électrique à rupture) ;
- L'emplacement pour un cylindre européen permettant la fermeture à clé depuis l'extérieur ;
- Le système devra garantir la compatibilité mécanique entre la barre, la serrure et le cylindre. Le titulaire devra fournir une solution préconisée par le fabricant ;
- Mise en place de gâche électrique de type rupture avec têtère (12 VDC, 200 mA, 500 DaN de retenue) sur les vantaux de 90 cm des deux portails pour raccordement ultérieur par le service technique de site ;
- Compris passe câble à l'intérieur de la tubulure. Mise en attente câble pour raccordement hors de la tubulure ;
- Mise en place de ferme-porte hydraulique de type bras-compass adapté à un usage intensif sur les ouvrants de 90 cm, avec une force conforme à la norme EN 1154 (niveau EN 3 minimum ou supérieur selon configuration), et permettant le réglage indépendant de la vitesse de fermeture et de l'à-coup final.

Ouvrants de service (2,30 et 2,45 m de largeur)

- Pose de poignées de type béquille standard sur les portes de service (2,30 m et 2,45 m) ;
 - Prévoir un emplacement pour cylindre européen permettant la fermeture sécurisée par clé.
-
- Toutes fournitures et toutes sujétions pour parfaite finition dont raccords et fixations avec l'existant (reprise diverse selon la nature du support), y compris visserie et fixations inoxydables ou galvanisées adaptées à l'usage en extérieur.

Position : 2 extrémités du tunnel

Unité : forfait

5. ANNEXE : DECOMPOSITION DU PRIX GLOBAL FORFAITAIRE (DPGF)

Les descriptifs des prestations citées ci-après sont décrites dans le chapitre 4 CCTP, sous-chapitre 4.2.9 DESCRIPTION DES OUVRAGES A REALISER. Il convient d'en prendre connaissance avant de compléter le tableau suivant (numéro suivant CCTP).

Les quantités sont données à titre indicatif. Le métré sera supposé vérifié et accepté par le titulaire du marché.

LOT n°1 – AMÉNAGEMENT EXTÉRIEUR

N°	Désignation des ouvrages	U	Quantité	Prix Unit. HT	Prix Total HT
4.2.9.1	Installations de chantier	forf.	1,00		
4.2.9.2	Études d'exécution - DOE	forf.	1,00		
4.2.9.3	Dépose du portail existant	u	1		
4.2.9.4	Pose des deux portails	u	2		
MONTANT TOTAL - € HT					
TVA 20,00%					
MONTANT TOTAL - € TTC					